


Dettes publiques françaises : peut-on l'ignorer ?

Analyse Plus de 3 100 milliards d'euros de dettes, soit 110 % du PIB de la France, et 154 milliards de déficit public. Cette dette record ne semble pas trop préoccuper les représentants politiques. Faut-il s'en inquiéter ?

LA CROIX
L'HEBDO

Louis Laurent, le 05/07/2024 à 05:18

 réservé aux abonnés

 Lecture en 3 min.



Plus de 3 100 milliards d'euros de dettes, soit 110 % du PIB de la France, et 154 milliards de déficit public. Ces chiffres, vertigineux, sont agités de longue date par nombre d'économistes pour alerter sur l'état des finances du pays. D'ailleurs, la dette sera l'un des sujets qui feront l'objet de débats lors des Rencontres d'Aix des 5 et 6 juillet, dont *La Croix* est partenaire. Pourtant, de toutes parts, la campagne express des législatives n'a pas manqué de propositions dispendieuses. Baisse de la TVA sur l'énergie à l'extrême droite, hausse de 10 % du point d'indice des fonctionnaires à gauche... Même la majorité sortante, engagée depuis plusieurs semaines dans une restriction budgétaire, a rejoint l'élan en abandonnant la sous-indexation des retraites sur l'inflation.

À lire aussi Dette : la Cour des comptes s'inquiète du dérapage des finances publiques

Cette dette record ne semble donc pas trop préoccuper les représentants politiques. Faut-il s'en inquiéter ? « *Il n'y a pas de bons ou de mauvais niveaux de dette par essence, rassure Christopher Dembik, spécialiste des marchés à la banque Pictet. La soutenabilité dépend de la confiance des marchés, de la structure de la dette, des taux d'intérêt auxquels l'État emprunte, etc.* »

Pas de danger à court terme

Or, la France, en la matière, n'apparaît pas fragile, au moins à court terme. Même si ses titres de dette sont moins prisés que ceux de son voisin allemand, elle parvient encore facilement à emprunter, et à des taux d'intérêt plutôt faibles. « *La situation n'est pas critique*, observe François Ecalte, ancien magistrat à la Cour de comptes. *Mais à long terme, le risque d'un endettement trop important est de perdre la confiance des créanciers étrangers.* »

Ces acheteurs en détiennent aujourd'hui un peu plus de la moitié – le reste appartient à la Banque de France et à des acquéreurs français, le plus souvent banques ou assurances. Ils ont besoin de confiance et de stabilité pour continuer à prêter à la France, d'autant que les revenus de leurs placements financent souvent des plans de retraite par capitalisation.

À lire aussi Dette publique : « En France, il est très difficile de revenir sur une dépense »

S'ils ne croient plus dans la capacité du pays à payer, ils augmentent les taux d'intérêt pour compenser le risque. Pointe alors la possibilité d'un effet boule de neige. D'où la nécessité de les rassurer. « *La France est attendue sur la baisse du déficit. Le prochain gouvernement devra rapidement communiquer pour calmer l'agitation* », envisage Christopher Dembik.

Le coût de la dette

La dette n'est toutefois pas qu'une question de confiance et de perspectives. Son augmentation a aussi des conséquences concrètes dès maintenant. En 2023, la charge de la dette, c'est-à-dire le remboursement par l'État français des intérêts sur les emprunts, a pesé pour près de 54 milliards d'euros. De 35 milliards en 2020, cette charge devrait avoir doublé en 2027 avec 72 milliards d'euros prévus par Bercy.

Enfin, cet endettement est observé de près par l'Union européenne auprès de qui la France s'est engagée à contenir sa dette publique inférieure à 60 % du PIB et son déficit public à moins de 3 % du PIB. Conséquence pourtant rare : l'UE va placer la France sous procédure de déficit excessif, attendant notamment d'elle une baisse de son déficit de 0,5 point de PIB par an. Des sanctions ne sont pour autant pas forcément à prévoir. « *L'idée que la France fait partie de ces États trop gros pour faire faillite reste forte, aussi bien dans le secteur financier que chez les politiques français*, relève François Ecalte. *Mais cela ne peut pas durer éternellement.* »

Mieux gérer les comptes publics

Alors, la France a-t-elle le choix ? « *Personne ne peut faire comme si la dette n'existait pas* », estime Jacques Le Cacheux, professeur d'économie à l'Université de Pau-Pays de l'Adour. Il avertit tout de même : « *Une rigueur extrême pour assainir les comptes publics n'est pas non plus une bonne solution. Politiquement, c'est délicat. Et stratégiquement, ce n'est pas le plus efficace.* » L'économiste prend en exemple l'Allemagne, dont la dette est davantage contrôlée qu'en France. « *Tout n'est pas parfait car la rigueur budgétaire empêche l'Allemagne de lancer certaines politiques publiques ambitieuses.* »

À lire aussi Budget 2024 : les Français sont-ils accros à la dépense publique ?

L'amélioration de l'ardoise de la France apparaît néanmoins incontournable selon François Ecalle. « *Nous arrivons dans une impasse. Notre niveau d'endettement ne peut être ignoré et doit être réduit si l'on veut financer des dépenses d'avenir.* » Est-ce à dire qu'un pays comme la Suède, dont la dette est passée sous les 30 % en 2023, pourrait faire fi de sa dette ? « *Oui. Si la Suède veut ramener sa retraite à 60 ans demain, elle le peut sans que cela inquiète les marchés.* »